REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 21 au 27 septembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Sécurité maritime : Programme MASE.....2
- COUP D'ENVOI DE L'EXERCICE MARITIME RÉGIONAL CRIMARIO – MASE : CRIMASREX 21/1

1.2 Pêche.....4
- SWIOFISH : FOCUS SUR LES RÉSULTATS DU PROGRAMME

1.3 Energies renouvelables.....6
- Dans la presse du… 21 septembre 1985 : un atelier «éolienne» regroupe quatre pays de l'océan Indien à Terre-Rouge

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie.....10
- Hôtellerie – Bilan financier : Sun touche le fond avec des pertes de Rs 2 milliards
- Covid -19 – Océan Indien : Sévèrement impactées, les îles veulent se serrer les coudes

2.2 Environnement.....11
- Ahead of UN climate conference, Seychelles pledges to protect all mangroves, seagrass by 2030
- L'OMS fixe des critères plus contraignants sur la qualité de l'air

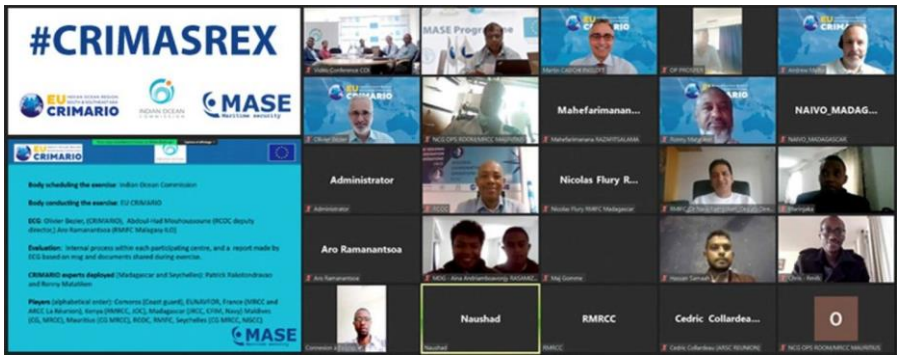
2.3 Agriculture..... 13
- L'observatoire des agricultures de l'océan Indien (OA-OI)

2.4 Tourisme.....14
- Retour des touristes à Maurice : entre enthousiasme et prudence
- Transport aérien- La réouverture des frontières sérieusement compromise

2.5 Changement climatique.....15
- L'ONU appelle une nouvelle fois à prendre conscience de l'impact du climat sur la sécurité

2.6 Coopération.....17
- Coopération et développement Fin de la visite du président de l'Organisation arabe du tourisme aux Comores

COUP D'ENVOI DE L'EXERCICE MARITIME RÉGIONAL CRIMARIO – MASE : CRIMASREX 21/1



ACTUALITÉ DU PROJET ÉVÉNEMENTS PARTAGE DE L'INFORMATION
by Isabelle Gachie Vinson

[CRIMASREX, 20 septembre 2021] Le lancement officiel de **l'exercice maritime régional CRIMARIO- MASE** appelé CRIMASREX, d'une durée de trois jours, s'est tenu ce lundi 20 septembre 2021 en présence de M. Raj Mohabeer, Chargé de mission à la Commission de l'océan Indien (COI), et Martin Cauchi-Inglott, chef de l'équipe CRIMARIO. Organisé par le projet EU CRIMARIO en étroite collaboration avec le programme MASE, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la COI, cet exercice d'état-major (CPX/TTX) réunit 16 agences des États de l'océan Indien occidental incluant le Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), le Centre régional de coordination des opérations (CRCO) et la Force navale européenne (EU NAVFOR) Somalie – opération ATALANTA. Axé sur l'échange d'informations et la coordination des réponses lors d'une crise sanitaire en mer, l'exercice sur table vise à renforcer la connaissance du domaine maritime (MDA) et l'interopérabilité entre les agences.
La COI se félicite de la tenue de cet important exercice régional. Elle encourage les États signataires des accords MASE et les pays voisins à tirer le meilleur de cet exercice en examinant leur état de préparation et leur capacité à partager et à échanger des informations, à agir en temps voulu en apportant les premières réponses et à promouvoir une opération régionale coordonnée en mer lors de l'exercice régional CRIMARIO-MASE 2021/01 (CRIMASREX 21/1). L'exercice d'état-major (CPX/TTX) porte sur une crise en mer où plusieurs opérations sanitaires, de recherche et de sauvetage seront déclenchées. Le retour d'expérience et les enseignements tirés de l'exercice permettront aux organismes participants d'élaborer des stratégies de sécurité maritime nationales et régionales efficaces et des politiques associées, ainsi que de consolider les procédures opérationnelles standard (SOP) existantes.

Les **7 pays participants** – les Comores, la France/La Réunion, le Kenya, Madagascar, les Maldives, Maurice et les Seychelles – ont demandé aux administrations compétentes de participer : outre les deux centres maritimes régionaux (CRFIM et CRCO), les participants appartiennent aux centres nationaux maritimes, aux garde-côtes, aux forces navales, aux affaires maritimes, aux centres de coordination des secours en mer (CROSS), et aux services de santé.

Cliquez le lien : https://www.trendsmap.com/twitter/tweet/1440284480246190091

SWIOFISH : FOCUS SUR LES RÉSULTATS DU PROGRAMME



LE PROGRAMME SWIOFISH A POUR OBJECTIF D'AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES PÊCHES PRIORITAIRES AU NIVEAU RÉGIONAL, NATIONAL ET COMMUNAUTAIRE. CETTE ACTION MULTIFORME CONCERNE AUSSI BIEN LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, QUE LES OPÉRATEURS, LES PÊCHEURS ARTISANAUX ET LES COMMUNAUTÉS.

La Banque mondiale a confié à la Commission de l'océan Indien la gestion de la composante régionale de la première phase de ce programme d'un montant de 5 millions USD. Voici un aperçu des actions entreprises en Indianocéanie.

COMORES

QUAND LA TECHNOLOGIE RENCONTRE LA PÊCHE ARTISANALE



Une gestion durable et responsable des ressources halieutiques nécessite une connaissance des stocks. Avec la pêche constituant un pilier économique (croissance, emploi, sécurité alimentaire), les ressources sont sous pression. Comment évaluer efficacement et rapidement l'état des stocks dans ce contexte ?
C'est dans cette optique que le projet SWIOFish1 a développé un système de collecte de données électroniques avec l'appui et l'expertise d'un consultant auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Banque mondiale (BM).

UN OUTIL ACCESSIBLE, PEU COÛTEUX ET EFFICACE

L'open data kit (ODT) est une application mobile qui fonctionne avec une simple connexion internet. Elle est opérationnelle depuis janvier 2017. L'objectif : enregistrer et transmettre les données rapidement et efficacement. Onze enquêteurs ont été déployés : 5 sur la Grande Comore, 4 à Anjouan et 2 à Mohéli. À l'arrivée d'un bateau de pêche commence alors l'analyse. Espèce, taille et poids du poisson, zone de pêche et site de débarquement, type de bateau et immatriculation, mais aussi les quantités de carburant et de glace utilisées, toutes ces informations sont consignées. Ces données sont analysées par la Direction générale des Ressources halieutiques afin d'établir des statistiques, servant notamment à prendre des décisions en matière de gestion des stocks. Nécessaires à l'application du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, ces statistiques sont également communiquées au comité scientifique de la Commission des pêches du Sud-Ouest de l'océan Indien (SWIOFC) ainsi qu'à la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), pour contribuer à une meilleure gestion régionale de la capture de ces espèces migratrices.

MADAGASCAR

FAIRE RIMER PÊCHE ET SÉCURITÉ



La pêche n'est pas une activité sans risques. Chutes, naufrages, chavirages… et des conditions météorologiques parfois dangereuses occasionnant de fortes houles et un manque de visibilité, font partie des dangers liés à cette activité. S**uite de l'article**

Dans la presse du… 21 septembre 1985 : un atelier «éolienne» regroupe quatre pays de l'océan Indien à Terre-Rouge



Le ministre Utchanah, à la tribune, souligne que l'autosuffisance énergétique est un objectif majeur, afin de diminuer la charge trop lourde du coût des hydrocarbures importés.

Il est rapporté dans l'express du 21 septembre 1985 que le ministre de l'Énergie de l'île Maurice, Mahen Utchanah, a procédé, la veille, à l'ouverture d'un atelier «Éolienne» organisé conjointement par son ministère, le Central Electricity Board (CEB) et la Communauté Économique européenne. C'est le tout premier atelier sur l'énergie éolienne dans cette partie du monde qu'est le sudouest de l'océan Indien.

Cet événement, qui se déroule dans le contexte de la coopération régionale entre les îles de l'océan Indien sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, doit réunir une vingtaine de participants de Madagascar, des Seychelles, des Comores et de La Réunion, en présence d'experts français, anglais, danois et hollandais. Le séminaire se déroule du 20 au 26 septembre, au Centre de Formation et de Perfectionnement professionnel du CEB à Terre-Rouge.

Après avoir déclaré que la coopération régionale n'est qu'à ses débuts, Mahen Utchanah a souligné que la décision politique est déjà appliquée, notamment par la création de la Commission de l'océan Indien. *«Mais elle doit se traduire dans la réalité par l'institution de structures appropriées aux différents niveaux sectoriels, puis par l'application d'un programme bien rodé, basé sur nos ressources existantes et potentielles et débouchant sur nos besoins réels et effectifs...»*

Pour le ministre, toute source susceptible de fournir de l'énergie de manière compétitive et rentable doit être exploitée, parce que l'énergie est l'élément de tout développement national. *«Chaque pays a ses besoins propres. Mais pour tout pays en voie de développement, l'autosuffisance énergétique demeure un objectif majeur, afin de diminuer la charge trop lourde du coût des hydrocarbures importés. Je voudrais donc féliciter la Commission de l'océan Indien pour son initiative ainsi que la Communauté européenne pour la priorité accordée à ce projet régional sur les énergies renouvelables»*, a dit Mahen Utchanah. **Suite de l'article**

Hôtellerie – Bilan financier : Sun touche le fond avec des pertes de Rs 2 milliards



La direction de ce groupe hôtelier parle de scénario « sans précédent »

La vente du Kanuhura aux Maldives et les fonds avancés par la Mauritius Investment Corporation Limited ont permis au groupe Sun de faire face à ses obligations financières à court terme et de réaménager son endettement. Mais le bilan est lourd pour le groupe, pour ne pas dire catastrophique, à quelques jours de la tant attendue réouverture des frontières.

Le Wage Assistance Scheme, les milliards de la MIC, le rééchelonnement de ses obligations financières auprès des banques et ses propres efforts internes de rationalisation des coûts lui ont certes évité une descente aux enfers, mais il n'en demeure pas moins que Sun a été lourdement impacté par la crise.

Après les pertes annuelles de Rs 1 milliard annoncées par le groupe Lux, Sun touche le fond, essuyant des pertes colossales de Rs 2 milliards pour l'année se terminant au 30 juin 2021. Un triste record dans le Corporate Sector. Il faut dire que pour la période de neuf mois se terminant en mars dernier, le groupe affichait déjà des pertes substantielles de Rs 1,6 milliard. De plus, il creuse ses pertes annuelles en comparaison avec 2020 (Rs 1,8 milliard).

En termes de chiffre d'affaires, c'est la dégringolade, Sun comptabilise la somme de Rs 1,1 milliard au 30 juin 2021, soit environ le quart de sa performance de 2020 (Rs 4,9 milliards). Il faut dire que cet exercice financier reflète l'effet de la fermeture complète des frontières depuis mars 2020, l'hôtellerie mauricienne « facing its most severe test so far », explique la direction. Depuis le 20 mars 2020, ses activités commerciales sont restées suspendues et certains établissements n'ont fonctionné que pour la quarantaine et les séjours domestiques. **Suite de l'article**

Covid -19 – Océan Indien : Sévèrement impactées, les îles veulent se serrer les coudes



La crise provoque la fermeture de 32% des entreprises à Madagascar

Après de longs mois de crise avec des effets dévastateurs sur les économies de l'océan Indien, les îles veulent se relever et renforcer leur coopération. La Chambre de Commerce et d'Industrie réunionnaise (CCI Réunion), par le truchement d'une conférence virtuelle, a réuni les chambres de commerces de la région (Mayotte, Madagascar, Comores, Réunion et Maurice), pour un constats et dégager des perspectives d'avenir au niveau de la zone océan Indien, témoignant d'un désir fort de redresser la barre en misant sur la coopération.

Les équipes de la CCI Réunion et Team France Export ont expliqué que les îles de l'océan Indien sont caractérisées par leur isolement géographique, leurs ressources limitées et leur grande dépendance du commerce mondial, arguant qu'elles ont « *intérêt à coopérer pour assurer leur développement mutuel.* » Suivant la présentation de la CCI Réunion/Team France Export, chacune des îles a présenté ses atouts économiques, dont Maurice.

Arvind Radhakrishna de l'*Economic Development Board* souligne que Maurice fabrique plus de 1 500 produits qui sont exportés dans plus d'une centaine pays. Il a indiqué que le pays promeut des secteurs comme les énergies renouvelables, les produits pharmaceutiques, le BPO, la manufacture et les services financiers, entre autres. Il a évoqué la situation post-Covid qui a été très difficile, notamment sur le plan des arrivées touristiques qui ont enregistré une baisse conséquente. Malgré les effets de la pandémie sur l'économie locale, Arvind Radhakrishna a lancé un message aux îles voisines : « *On aimerait renforcer les liens entre les îles de la région, au niveau de l'investissement et du commerce.* » ***Suite de l'article***

Ahead of UN climate conference, Seychelles pledges to protect all mangroves, seagrass by 2030

By: **Betymie Bonnelame**



A long-term monitoring programme for seagrass and mangrove ecosystems by 2025. (Mathew Morgan)

(Seychelles News Agency) - Seychelles has pledged to protect 100 percent of its mangroves and seagrass ecosystem and reduce greenhouse gas emission by 24 percent by 2030 in its climate action plan submitted ahead of the United Nations Climate Change Conference (**COP26**) in Glasgow in November.

The climate change and environment ministry said in a press statement on Wednesday that Seychelles submitted its updated Nationally Determined Contributions (NDCs) to the **United Nations Framework Convention on Climate Change** in July.

The NDCs are national climate plans highlighting climate actions and targets by governments to respond to climate change. They work on a five-year cycle.

The first round of submissions was in 2015 where 184 countries made their pledges. The second round was due last year, but most countries faced delays partly due to the COVID-19 pandemic. The ideal situation is for all countries to submit their commitments before the start of **COP26** on November 1st where world leaders will come together to debate on climate change.

In the chapter dedicated to the ocean and blue carbon in the Seychelles climate change plan, the island nation will protect at least 50 percent of its seagrass and mangrove ecosystems by 2025, and 100 percent by 2030. A long-term monitoring programme for seagrass and mangrove ecosystems by 2025 will be set up and it includes the greenhouse gas sink of the blue carbon ecosystems within the National Greenhouse Gas Inventory by 2025.

Seychelles also commits to the implementation of its adopted Marine Spatial Plan and the effective management of the 30 percent marine protected areas within its Exclusive Economic Zone (EEZ) of 1.4 million square kilometres. **Suite de l'article**

L'OMS fixe des critères plus contraignants sur la qualité de l'air



Asthme, infections pulmonaires, AVC... La pollution de l'air fait 7 millions de morts prématurées par an, poussant l'OMS à établir des limites plus contraignantes pour les principaux polluants de l'air, dont les particules en suspension.

C'est la première fois que l'OMS met à jour ses lignes directrices mondiales sur la qualité de l'air depuis 2005. Depuis, de nouvelles données ont montré "à quel point la pollution atmosphérique affecte toutes les parties du corps - du cerveau au bébé en pleine croissance dans le ventre de sa mère, et ce à des concentrations encore plus faibles que celles observées précédemment", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse.

"Il n'y a rien de plus essentiel à la vie que l'air. Et pourtant, à cause de la pollution atmosphérique, le simple fait de respirer provoque 7 millions de décès par an", principalement dus à des maladies non transmissibles, a-t-il ajouté.

C'est pourquoi, l'OMS a abaissé la quasi-totalité de ses seuils de référence - juridiquement non contraignants - qui portent principalement sur les polluants dits classiques: les particules en suspension, l'ozone, le dioxyde d'azote, le dioxyde de soufre et le monoxyde de carbone.

- Une des principales menaces environnementales -

"La pollution de l'air est une menace pour la santé dans tous les pays, mais elle frappe surtout les population des pays à revenu faible ou intermédiaire", a souligné le Dr Tedros, alors que les pays défavorisés sont confrontés à des niveaux croissants de pollution atmosphérique, dopée par une urbanisation à grande échelle et un développement économique qui repose surtout sur l'utilisation de combustibles fossiles. **Suite de l'article**

Lire aussi : Mobilisation des autorités, de la Team Europe pour nettoyer l'île d'Ambre et protéger son écosystème - Maurice Info (maurice-info.mu)

L'observatoire des agricultures de l'océan Indien (OA-OI)

Décrire et analyser la diversité des agricultures des cinq pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI), territoires insulaires du sud-ouest de l'océan Indien afin d'orienter les investissements des exploitations agricoles sur un territoire donné et de faciliter leur transition vers un développement durable telle est l'ambition de l'observatoire des agricultures de l'océan Indien… L'observatoire décrit et analyse. Il permet ainsi de construire une connaissance partagée et harmonisée de la diversité des systèmes agricoles, de leurs fonctionnements, de leurs performances économiques, sociales et environnementale sur un territoire insulaire. Il permet de suivre dans le temps les changements attendus... C'est également un outil pour *l'action* qui propose des services (conseils, plaidoyers et appui aux politiques publiques).

Méthode

Ambitions…

Accompagner la transformation des exploitations agricoles dans leur diversité et en particulier les exploitations agricoles familiales, est un réel challenge. Imaginer des investissements inclusifs, dimensionner ces investissements et les orienter, en toute connaissance, afin de rechercher de réels impacts sur les performances économiques et environnementales des exploitations agricoles d'un territoire insulaire, est stratégique du fait de l'importance des défis à relever et de la faiblesse des capacités d'investissement de ces exploitations agricoles.

Telle est l'ambition de l'observatoire des agricultures de l'océan Indien, véritable outil d'aide à la décision.



Suite del'article

Retour des touristes à Maurice : entre enthousiasme et prudence



L'enthousiasme est de mise pour Guni et Tabea, un couple israëlien, qui est en vacances à Maurice.

«Visiter Maurice était un projet qu'on chérissait. Notre présent séjour va au-delà de nos espérances. Après la septaine, nous sommes allés à la découverte de l'île. Et nous en sommes émerveillés.» Guni, Software Developer et Tabea, directrice d'Infor- mation Technology Support, des touristes venant d'Israël, n'ont pas attendu la réouverture complète des frontières, prévue le 1er octobre, pour débarquer chez nous. Ayant réservé un séjour pour deux semaines et demie, le couple multiplie les visites des sites touristiques. Visites de rhumerie, de tables d'hôte, entre autres activités, agrémentent leurs journées. Seul hic, précise Tabea, certains endroits, dont des musées, n'ont toujours pas rouvert. «Nous devons toujours appeler pour savoir si le lieu que nous voulons visiter est ouvert ou pas. Les horaires affichés en ligne ne sont pas toujours fiables.»

Tous deux vaccinés, ces voyageurs ont effectué leur septaine en «resort» et fait leurs tests PCR avant d'aller à la découverte du pays. Aussi, ils pouvaient se déplacer librement dans l'enceinte de l'hôtel. Or, s'il fallait rester confinés en chambre, cela aurait été décourageant pour les vacanciers, affirme Tabea.

De son côté, Elizenne Coupama trépigne d'impatience en attendant de revenir à Maurice. «On attend que l'île Maurice rouvre ses portes aux Réunionais avec pass sanitaire ou pas. Cependant, si nous devons effectuer une septaine, ce n'est pas avantageux pour nous. Mais on a besoin de soleil, de plage et la convivialité des Mauriciens. Aussi, on a hâte d'être à la réouverture», confie-t-elle. Ayant dû reporter son mariage qui devait être célébré à Maurice en 2020, elle a dû tout organiser à La Réunion. Elizenne Coupama a finalement convolé en justes noces le 8 mai 2021. Elle entend bientôt organiser une petite réception pour sa famille dans notre île puisque les proches n'ont pu assister à la cérémonie. **Suite de l'article**

Transport aérien – La réouverture des frontières sérieusement compromise



Les compagnies aériennes se retirent de la course à la desserte des lignes vers Madagascar en octobre. Air Madagascar n'a plus d'avions. La reprise du tourisme dans l'île devient pour l'heure utopique.

De sérieux problèmes. À la veille d'une possible réouverture du ciel malgache pour sauver le Tourisme, et par extension pour sauver une bonne partie de la situation économique du pays, aucune visibilité positive ne s'annonce. Après la compagnie Ethiopian Airlines qui a annoncé la prolongation de la suspension des vols vers Madagascar, le 22 septembre dernier, la compagnie aérienne réunionnaise Air Austral ne se dit pas encore prête non plus. Dans la rubrique « informations agences » sur le site de la compagnie, une liste des destinations avec des ajustements de programme de vols de septembre à octobre 2021 apparaît.

Les vols Réunion-Antananarivo – Nosy Be-Réunion et Réunion-ToamasinaFort-dauphin- Tuléar- Réunion sont annulés jusqu'au 31 octobre 2021 inclus. Pareillement, un cas d'annulation d'un vol commercial par la compagnie Air France à destination d'Antananarivo, en date du dimanche 3 octobre est constaté. Mais l'information n'a pu être confirmée. Si cette possible réouverture des frontières a fait l'espoir des opérateurs touristiques, elle ne l'est pas pour les compagnies aériennes. En effet, les communications officielles sur ce projet de réouverture qui devra normalement démarrer dans une semaine, si l'on tient à l'annonce présidentielle d'une réouverture au « mois d'octobre », restent pour l'heure inconnues. Ce qui rend la position des compagnies aériennes, risquée et moins sûre. A titre de comparaison, les vols Réunion-Paris-Réunion ou Mayotte-Paris-Mayotte se tiennent en revanche, sept fois par semaine à bord d'Air Austral.

Suite de l'article

L'ONU appelle une nouvelle fois à prendre conscience de l'impact du climat sur la sécurité



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a plaidé une nouvelle fois jeudi en faveur d'une meilleure prise de conscience de l'impact du changement climatique sur la sécurité dans le monde, lors d'une session ministérielle du Conseil de sécurité qui reste divisé sur ce sujet.

«Aucune région n'est à l'abri. Les incendies de forêt, les inondations, les sécheresses et autres phénomènes météorologiques extrêmes affectent tous les continents», a rappelé le chef de l'ONU.

«Les effets du changement climatique sont particulièrement profonds lorsqu'ils se superposent à la fragilité et aux conflits passés ou actuels» et «il est clair que le changement climatique et la mauvaise gestion de l'environnement sont des multiplicateurs de risques», a-t-il fait valoir.

A titre d'exemple, il a rappelé que «l'année dernière, plus de 30 millions de personnes avaient été déplacées par des catastrophes liées au climat». Ces mouvements de population ont des effets déstabilisateurs pour les régions de destination de ces migrations.

Pour minimiser l'impact du changement climatique, il est nécessaire de s'engager «sans ambiguïté» et d'entreprendre tous des «actions crédibles (...) pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius», a dit Antonio Guterres.

«Pour faire face aux impacts déjà désastreux du dérèglement climatique sur la vie et les moyens de subsistance des populations du monde entier, nous avons besoin d'une percée en matière d'adaptation et de résilience», a aussi estimé le chef de l'ONU. Enfin, «l'adaptation au changement climatique et la consolidation de la paix peuvent et doivent se renforcer mutuellement», a-t-il indiqué.

La dernière réunion du Conseil de sécurité sur la relation entre le climat et la sécurité s'était tenue en février au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Aucune adoption de texte, résolution ou déclaration, n'avait été possible en raison des divisions et elles devaient se répéter ce jeudi.

Parmi les idées figure celle de créer un poste d'émissaire spécial de l'ONU pour la thématique en question, une proposition allemande à l'origine.
En février, la Russie surtout, mais aussi la Chine et l'Inde, avaient fait part de leurs réticences à voir le Conseil de sécurité se saisir de cette thématique au même titre que les conflits qu'il gère, comme le suggèrent les pays occidentaux. Moscou n'est pas opposé à parler au cas par cas de la relation entre le climat et la sécurité, mais juge comme d'autres pays que le Conseil de sécurité n'est pas la meilleure enceinte pour en débattre.

Coopération et développement Fin de la visite du président de l'Organisation arabe du tourisme aux Comores

Abdallah Said Ali



Dans sa déclaration à la presse, samedi dernier, Bandar ben Fahad Al-Fuhaid, a fait savoir que les discussions avec les autorités comoriennes se sont déroulées «dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelle « et qu'elles ont permis «de donner une nouvelle impulsion à la coopération qui se base sur le développement».

Le président de l'Organisation arabe du tourisme (Ato) a effectué une visite du 23 au 25 septembre, à Moroni sur invitation de la gouverneure Mhoudine Sitti Farouata. L'ambassadeur d'Arabie saoudite aux Comores et son homologue comorien à Riyad ont pris part aux différentes rencontres du président Bandar ben Fahad Al-Fuhaid.

Dans sa déclaration à la presse, samedi dernier, l'hôte de la gouverneure a déclaré que les discussions avec les autorités comoriennes se sont déroulées «dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelle « et qu'elles ont permis «de donner une nouvelle impulsion à la coopération axée sur le développement».

La signature de la convention entre l'Organisation arabe du Tourisme et le gouvernement comorien est prévue dans les prochains jours, selon l'agenda du chef de l'Etat. La gouverneure Mhoudine Sitti Farouata a remercié la partie saoudienne pour sa compréhension et son soutien accordé au gouvernement comorien sur les questions touchant aux intérêts fondamentaux comoriens. «Les Comores soutiennent fermement l'Arabie saoudite dans la défense de sa souveraineté et ce dernier fait part de sa disponibilité d'accompagner les Comores sur ses initiatives de développement, à savoir l'émergence 2030», a-t-elle déclaré.

Suite de l'article